ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 27 ΙΟΥΝΙΟΥ 1966	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 130

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

4517. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις, τὴν 22αν Ἀπριλίου 1960, Διεθνοῦς Συμφωνίας «περὶ Πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος εἰσαγομένων ἀεροσκαφῶν» 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

537. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Β. Δ. 543)1965 «περὶ εἰσιτηρίων, προαγωγιγῶν καὶ ἀπολυτηρίων ἐξετάσεων εἰς τὰ σχολεῖα Γενικῆς Δευτεροβαθμίου (Μέσης) Ἐκπαιδεύσεως.. 2

538. Περὶ ἄρσεως τῆς ἀναβασιμότητος ἐξ ἐκτάσεως 2500 μ2 ἐν θέσει «Καλλιθέα — Λαγκάδι» Αἰγίου. . 3

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ

Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 276 Β. Δ. 4

Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 256 Β. Δ. 5

Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 296 Β. Δ. 6

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4517

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις, τὴν 22αν Ἀπριλίου 1960, Διεθνοῦς Συμφωνίας «περὶ Πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος εἰσαγομένων ἀεροσκαφῶν».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Παρισίοις τὴν 22αν Ἀπριλίου 1960, Διεθνὴς Συμφωνία «περὶ πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος εἰσαγομένων ἀεροσκαφῶν», ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω συμφωνίας ἀνατρέχει εἰς τὴν 22αν Ἰουνίου 1961 ἡμερομηνίαν ὑπογραφῆς ταύτης παρὰ τῆς Ἑλλάδος.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Ἰουνίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ **ΘΕΟΧΑΡΗΣ ΡΕΝΤΗΣ**

ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ **ΙΩΑΝ. ΓΙΑΜΑΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουνίου 1966

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ACCORD MULTILATERAL

Relatif aux Certificats de Navigabilité des Aéronefs Importés

Les Etats Signataires du Présent Accord,

Considérant que la Convention relative à l'Aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, contient certaines dispositions concernant les certificats de navigabilité,

Considérant qu'il n'existe, néanmoins, aucun accord multilatéral concernant la délivrance et la validation des certificats de navigabilité des aéronefs importés d'un Etat dans un autre, et

Considérant qu'il est souhaitable de conclure de tels arrangements en ce qui concerne ces aéronefs,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Le présent Accord s'applique uniquement aux aéronefs civils construits sur le territoire de l'un des Etats contractants et importés de l'un des Etats contractants dans un autre, à condition que ces aéronefs :

a) aient été construits conformément à la législation, aux règlements et aux spécifications applicables de navigabilité de l'Etat du constructeur;

b) soient conformes aux normes minima applicables de navigabilité adoptées en vertu des dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale;

c) puissent répondre aux spécifications des règlements d'exploitation de l'Etat d'importation; et

d) satisfassent à toutes autres conditions spéciales notifiées conformément aux dispositions de l'article 4 du présent Accord.

Article 2

1. Si un Etat contractant est saisi d'une demande de certificat de navigabilité rélative à un aéronef importé ou en cours d'importation sur son territoire et destiné à être par la suite immatriculé par lui, il doit, sous réserve des autres dispositions du présent Accord soit:

a) valider le certificat de navigabilité en vigueur dudit aéronef, soit

b) délivrer un nouveau certificat.

2. Toutefois, si le dit Etat opte pour la délivrance d'un nouveau certificat, il peut en attendant la délivrance de ce certificat, valider le certificat en viguuer pour une durée n'excédant pas six mois ou n'excédant pas la durée de validité restant à courir du certificat en vigueur si cette dernière est inférieure à six mois.

Article 3

Toute demande de délivrance ou de validation d'un certificat de navigabilité qui rentre dans le cadre des dispositions de l'article 2 doit être accompagnée des documents spécifiés dans la liste figurant en annexe au présent Accord.

Article 4

Tout Etat contractant saisi d'une demande en vertu des dispositions de l'article 2 du présent Accord peut subordonner la validation du certificat à toute condition spéciale notifiée à tous les Etats contractants et applicable, au moment où il est saisi de la demande, à la délivrance de ses propres certificats de navigabilité. L'exercice de ce droit doit faire l'objet d'une consultation préalable :

a) avec l'Etat qui a fourni à l'aéronef en cause le certificat de navigabilité en vigueur; et

b) à la demande de cet Etat, également avec l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit.

Article 5

1. Chaque Etat contractant se réserve le droit de différer la délivrance ou la validation d'un certificat de navigabilité dans le cas d'un aéronef importé ou en cours d'importation sur son territoire:

a) s'il apparait que ledit aéronef a été entretenu dans des conditions inférieures à celles qui sont prévues par les normes d'entretien normalement acceptées par lui;

b) s'il apparaît que ledit aéronef présente des caractéristiques inacceptables pour lui ;

c) s'il apparaît que ledit aéronef ne remplit pas les conditions fixées par la législation, les règlements et les spécifications applicables de navigabilité de l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit; ou

d) si le dit aéronef rentre dans la catégorie visée par les dispositions de l'Article premier, alinéa c), du présent Accord et ne peut à ce moment répondre aux spécifications des règlements d'exploitation de l'Etat d'importation.

2. Dans les cas mentionnés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 ci-dessus, chaque Etat contractant peut également refuser la délivrance ou la validation d'un certificat de navigabilité après consultation avec l'Etat qui a fourni le certificat de navigabilité en vigueur et, à la demande de ce dernier Etat, également avec l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit.

Article 6

Tout Etat contractant qui valide un certificat de navigabilité en vertu des dispositions de l'article 2 du présent Accord, doit, à l'expiration de la durée de cette validité, soit revalider le certificat en vigueur dans des conditions compatibles avec celles qu'il applique au renouvellement de ses propres certificats, soit délivrer un nouveau certificat. Néanmoins, ledit Etat peut, avant de procéder à cette formalité, consulter l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit ou tout Etat contractant ayant antérieurement im matriculé l'aéronef.

Article 7

Chaque Etat contractant doit, dans toute la mesure du possible, tenir les autres Etats contractants pleinement au courant de sa législation, de ses règlements et de ses spécifications de navigabilité, y compris les règlements d'exploitation complémentaires, ainsi que de tous amendements dont cette législation, ces règlements et ces spécifications peuvent faire l'objet de temps à autre. Il doit également sur la demande d'un Etat contractant qui a l'intention de se prévaloir des dispositions de l'article 2 du présent Accord fournir, dans la mesure du possible, des renseignements, détaillés sur la législation, les règlements et les spécifications de navigabilité ayant servi de base à la délivrance ou à la validation d'un certificat de navigabilité.

Article 8

Un Etat contractant sur le territoire duquel est construit un aéronef exporté dans un autre Etat contractant qui fournit par la suite à cet aéronef, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent Accord, un certificat de navigabilité validé doit :

a) communiquer à tous les Etats contractants des renseignements détaillés sur les modifications et inspections obligatoires qui pourraient à tout moment être prescrites pour ce type d'aéronef; et

b) fournir, dans la mesure du possible, à tout Etat contractant qui en fait la demande, des renseignements et des avis au sujet :

1. des conditions dans lesquelles le certificat de navigabilité a été délivré à l'origine pour cet aéronef; et

2. de toute réparation importante qui ne peut être effectuée à l'aide de plans de réparation figurant dans le manuel d'entretien de ce type d'aéronef, ou par le montage de pièces de rechange.

Article 9

La procédure à suivre pour l'application des dispositions du présent Accord peut faire l'objet de communications directes entre les autorités compétentes chargées, dans chacun des Etats contractants, de la délivrance et de la validation des certificats de navigabilité. Aux fins du présent Accord, la décision d'un Etat contractant sur l'interprétation ou l'application de sa propre législation et de ses propres règlements et spécifications de navigabilité est sans appel et fait foi pour les autres Etats contractans.

Article 10

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres de la Commission européenne de l'Aviation civile.

2. Il est soumis à la ratification des Etats signataires ou à leur approbation en vertu de leurs procédures constitutionnelles.

3. Les instruments de ratification sont déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Article 11

1. Lorsque le présent Accord réunit les ratifications de deux Etats signataires, il entre en vigueur entre ces Etats le trentième jour qui suit la date du dépôt du deuxième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifie par la suite, il entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Accord est enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par les soins du Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Article 12

1. Le présent Accord reste ouvert à la signature pendant les six mois qui suivent son entrée en vigueur. Il reste ensuite ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire membre de la Commission européenne de l'Aviation civile. Deux ans après son entrée en vigueur initiale, il est également ouvert à l'adhésion des Etats membres de l'Organisation de l'Aviation civile internationale qui ne sont pas membres de la Commission européenne de l'Aviation civile.

2. L'Adhésion de tout Etat est effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et prend effet le trentième jour qui suit la date de ce dépôt.

Article 13

1. Tout Etat contractant peut dénoncer le présent Accord par notification écrite au Président de la Commission européenne de l'Aviation Civile et à l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

2. La dénonciation prend effet le trentième jour qui suit la date de réception de la notification par l'Organisation de l'Aviation Civile internationale, mais uniquement à l'égard de l'Etat qui dénonce l'Accord, toutefois :

a) les dispositions de l'article 8 du présent Accord restent en vigueur pendant cinq ans à partir de la date à laquelle la dénonciation prend effet à l'égard des aéronefs pour lesquels un certificat de navigabilitè a été validé ou délivré en vertu des dispositions du présent Accord;

b) les dispositions des articles 1 à 7 et de l'article 9 restent en vigueur pendant deux ans à partir de la date à laquelle la dénonciation prend effet à l'égard des aéronefs pour lesquels une demande a été formulée avant cette date en vue de la délivrance ou de la validation d'un certificat de navigabilité en vertu des dispositions du présent Accord.

Article 14

1. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale notifie au Président de la Commission européenne de l'Aviation civile, à tous les Etats membres de ladite Commission et à tout autre Etat qui a adhéré au présent Accord :

a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion et la date de ce dépôt, dans les quinze jours qui suivent cette date; et

b) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception, dans les quinze jours qui suivent cette date.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation Civile internationale notifie également au Président de la Commission européenne de l'Aviation civile et aux Etats membres de ladite Commission la date à laquelle l'Accord entre en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 11, paragraphe 1.

Article 15

1. Pour être recevable, une demande de convocation d'une réunion des Etats contractants en vue de l'examen d'amendements éventuels à l'Accord doit être adressée à l'Organisation de l'Aviation civile internationale par vingt-cinq pour cent (25%) au moins des Etats contractants et, au plus tôt, douze mois après l'entrée en vigueur du présent Accord. L'Organisation de l'Aviation Civile internationale, en consultation avec le Président de la Commission européenne de l'Aviation civile convoque la réunion en avisant les Etats contractants au moins trois mois à l'avance.

2. Tout projet d'amendement à l'Accord doit être approuvé lors de ladite réunion par la majorité des Etats contractants, les deux tiers des Etats contractants devant être représentés pour que la réunion puisse avoir lieu.

3. L'amendement entre en vigueur, à l'égard des Etats qui l'ont ratifié, après ratification par le nombre d'Etats contractants spècifié lors de ladite réunion ou à toute date ultérieure qui pourrait être fixée par celle-ci

Article 16

Le présent Accord s'applique au territoire métropolitain des Etats contractants. Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, spécifier, dans une déclaration adressée au Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, le ou les territoires qui doivent être considérés comme territoire métropolitain aux fins du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dument autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le vingt-deux avril mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique en français anglais et espagnol, chacun de ces textes faisant également foi.

Le présent Accord est déposé auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, et le Secrétaire général de cette Organisation doit en adresser des çopies certifiées conformes à tous les Etats membres de l'Organisation.

Autriche, Belgique, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

ANNEXE A L'ACCORD

Liste des documents

Les documents à produire aux termes de l'article 3 du présent Accord, auquel la liste ci-après est jointe en Annexe, sont les suivants :

a) un certificat de navigabilité délivré, renouvelé ou validé au cours de la période de soixante jours qui précède immédiatement la date de la demande

formulée en application des dispositions de l'article 2 de l'Accord :

b) le manuel de vol de l'aéronef, ou tout autre document admis pour certaines catégories d'aéronefs par les dispositions de l'annexe à la Convention relative à l'Aviation civile internationale qui est applicable, indiquant les données sous une forme qui permette à l'aéronef de satisfaire aux règles d'exploitation, ainsi qu'à toute limite d'emploi complétant ces règles, en vigueur dans l'Etat qui doit immatriculer l'aéronef, à moins que ledit Etat ne renonce explicitement à cette exigence;

c) le manuel d'entretien de l'aéronef établi de manière à fournir tous les renseignements appropriés sur le maintien de l'aptitude au vol de l'aéronef;

d) un devis de poids indiquant le «poids à vide» vérifié de l'aéronef et le centrage correspondant, ainsi que les centrages limites admissibles. Le «poids à vide» comprendra le poids de tout le lest fixe, du carburant non utilisable, de l'huile non vidangeable, de la totalité du liquide de refroidissement et du fluide des circuits hydrauliques, ainsi que le poids de tous les accessoires, instruments, équipements et appareils (y compris les appareils de radio et leurs contenants, et tous autres éléments considérés comme inamovibles); le devi de poids comprendra, en outre, la liste des accessoires, équipements, appareils et autres éléments considérés comme amovibles; il indiquera leurs poids respectifs et leur position par rapport au centre de gravité;

e) les états d'inspection et d'entretien nécessaires pour permettre à l'Etat qui doit immatriculer l'aéronef de s'assurer que cet aéronef peut satisfaire aux normes de navigabilité dudit Etat.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Περὶ Πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος εἰσαγομένων ἀεροσκαφῶν.

ΤΑ ΥΠΟΓΡΑΨΑΝΤΑ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑΝ ΣΥΜΦΩΝΙΑΝ ΚΡΑΤΗ

Λαβόντα ὑπ' ὄψιν:

Ὅτι ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Σικάγῳ, τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1944, Σύμβασις «περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας» περιλαμβάνει διατάξεις τινὰς περὶ Πιστοποιητικῶν Πλωϊμότητος.

Ὅτι δὲν ὑφίστανται ἐν τούτοις πολυμερὴς συμφωνία διὰ τὴν ἔκδοσιν καὶ ἀναγνώρισιν ἰσχύος πιστοποιητικῶν πλωϊμότητος ἀεροσκαφῶν εἰσαγομένων ἔκ τινος Κράτους εἰς ἕτερον, καὶ

Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὴ ἡ σύναψις τοιούτων συμφωνιῶν ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφη.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἔχει ἐφαρμογὴν μόνον ἐπὶ πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν κατασκευαζομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους Συμβαλλομένου Κράτους καὶ εἰσαγομένων ἐξ ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ἕτερον ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ ἀεροσκάφη ταῦτα:

α) κατεσκευάσθησαν συμφώνως πρὸς τοὺς ἐφαρμοζομένους νόμους, κανονισμοὺς καὶ ἀπαιτήσεις περὶ πλωϊμότητος τοῦ Κράτους κατασκευῆς,

β) ἐκπληροῦν τὰ κατώτατα ὅρια τῶν ἐφαρμοζομένων κανόνων περὶ πλωϊμότητος τῶν καθιερωθέντων δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας,

γ) δύνανται νὰ ἀνταποκριθοῦν πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῶν κανονισμῶν ἐκμεταλλεύσεως τοῦ Κράτους εἰσαγωγῆς καὶ

δ) ἀνταποκρίνονται πρὸς ἅπαντας τοὺς κοινοποιηθέντας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης συμφωνίας εἰδικοὺς ὅρους.

Ἄρθρον 2.

1) Ἐὰν Συμβαλλόμενον Κράτος ἤθελε λάβει αἴτησίν τινα περὶ Πιστοποιητικοῦ Πλωϊμότητος ἀεροσκάφους εἰσαχθέντος ἢ εἰσαχθησομένου εἰς τὸ ἔδαφός του καὶ προοριζομένου ἐν συνεχείᾳ νὰ καταχωρισθῇ εἰς τὸ νηολόγιον τούτου, ὀφείλει, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἑτέρων διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας:

α) νὰ ἀναγνωρίσῃ τὴν ἰσχὺν τοῦ ὑπάρχοντος πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος τοῦ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφους, ἢ

β) νὰ ἐκδώσῃ νέον πιστοποιητικόν.

2) Ἐν τούτοις, ἐὰν τὸ ἐν λόγῳ Κράτος προτιμᾷ νὰ ἐκδώσῃ νέον πιστοποιητικόν, δύναται ἐν ἀναμονῇ τῆς ἐκδόσεως τούτου, νὰ ἀναγνωρίσῃ τὴν ἰσχὺν τοῦ ἤδη ὑπάρχοντος τοιούτου διὰ περίοδον μὴ ὑπερβαίνουσαν τοὺς ἓξ μῆνας ἢ διὰ τὴν περίοδον τῆς διαρκείας ἰσχύος τοῦ ὑπάρχοντος πιστοποιητικοῦ, ἐφ' ὅσον ἡ τελευταία αὕτη εἶναι μικροτέρα τῶν ἓξ μηνῶν.

Ἄρθρον 3.

Πᾶσα συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2 αἴτησις περὶ ἐκδόσεως ἢ ἀναγνωρίσεως ἰσχύος πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος, δέον ὅπως συνοδεύηται ὑπὸ τῶν ἐν τῷ Καταλόγῳ τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας καθοριζομένων ἐντύπων.

Ἄρθρον 4.

Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς ὃ ὑπεβλήθη αἴτησις συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ δικαιοῦται νὰ ἐξαρτήσῃ τὴν ἀναγνώρισιν ἰσχύος τοῦ πιστοποιητικοῦ ἐκ τῆς ἐκπληρώσεως παντὸς εἰδικοῦ ὅρου κοινοποιηθέντος πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη καὶ ἐφαρμοζομένου κατὰ τὸν ἴδιον χρόνον διὰ τὴν ἔκδοσιν πιστοποιητικῶν τῶν ἀεροσκαφῶν του. Τὸ δικαίωμα τοῦτο θὰ ἀσκῆται κατόπιν προηγουμένης συνεννοήσεως:

α) μετὰ τοῦ Κράτους τὸ ὁποῖον ἐχορήγησεν εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος τὸ ἐν ἰσχύϊ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος, καὶ

β) τῇ αἰτήσει τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους, ἐπίσης μετὰ τοῦ Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κατεσκευάσθη τὸ ἀεροσκάφος.

Ἄρθρον 5.

1) Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος ἐπιφυλάσσεται τοῦ δικαιώματος νὰ ἀναβάλῃ τὴν ἔκδοσιν ἢ ἀναγνώρισιν ἰσχύος πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος ἀεροσκάφους εἰσαχθέντος ἢ εἰσαχθησομένου εἰς τὸ ἔδαφός του ἐάν. τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος :

α) φαίνεται νὰ ἐτύγχανε συντηρήσεως ὑπὸ συνθήκας κατωτέρας τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν κανονικῶς υἱοθετηθέντων ὑπ' αὐτοῦ κανόνων συντηρήσεως.

β) φαίνεται νὰ παρουσιάζῃ χαρακτηριστικὰ ἀπαράδεκτα διὰ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος.

γ) φαίνεται νὰ μὴ πληροῖ τοὺς ὅρους τοὺς τιθεμένους ὑπὸ τῆς νομοθεσίας, τῶν κανονισμῶν καὶ τῶν ἐφαρμοστέων ἀπαιτήσεων περὶ πλωϊμότητος τοῦ Κράτους κατασκευῆς τοῦ ἀεροσκάφους ἢ

δ) ὑπάγεται εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1, ὑποπαραγρ. γ΄ τῆς παρούσης Συμφωνίας κατηγορίαν καὶ δὲν δύναται τὴν στιγμὴν ταύτην νὰ ἀνταποκριθῇ πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῶν κανονισμῶν ἐκμεταλλεύσεως τοῦ Κράτους εἰσαγωγῆς.

2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς μνημονευομένας ἐν ὑποπαραγράφοις α΄, β΄ καὶ γ΄ τῆς ὡς ἄνω παραγρ. 1 ἕκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος δύναται ὁμοίως νὰ ἀρνηθῇ τὴν ἔκδοσιν ἢ ἀναγνώρισιν ἰσχύος πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ Κράτους τὸ ὁποῖον ἐχορήγησε τὸ ἐν ἰσχύϊ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος καί, ἐφ' ὅσον τοῦτο ἤθελεν αἰτηθῇ ὑπὸ τοῦ τελευταίου τούτου, ἐπίσης μετὰ τοῦ Κράτους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου κατεσκευάσθη τὸ ἀεροσκάφος.

Ἄρθρον 6.

Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος τὸ ὁποῖον ἀναγνωρίζει τὴν ἰσχὺν πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας δέον, ἅμα τῇ ἐκπνοῇ τῆς περιόδου τῆς ἐν λόγῳ ἀναγνωρίσεως, εἴτε νὰ παρατείνῃ τὴν ἰσχὺν τοῦ ἤδη ὑπάρχοντος τοιούτου, ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους τοὺς ἐπιβαλλομένους ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου διὰ τὴν ἀνανέωσιν τῶν ἰδίων του πιστοποιητικῶν, ἢ νὰ ἐκδίδῃ νέον πιστοποιητικόν. Οὐχ ἧττον, τὸ ἐν λόγῳ Κράτος δύναται. πρὶν ἢ προβῇ εἰς τοιαύτην ἐνέργειαν νὰ συμβουλευθῇ τὸ Κράτος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κατεσκευάσθη τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος ἢ πρὸς οἱονδήποτε Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς τὸ ὁποῖον ἦτο προηγουμένως νηλογημένον.

Ἄρθρον 7.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος θέλει τηρῆ κατὰ τὸ δυνατὸν πλήρως ἐνήμερα τὰ λοιπὰ Συμβαλλόμενα Κράτη, περὶ τῶν νόμων του, κανονισμῶν καὶ ἀπαιτήσεων περὶ πλωϊμότητος, συμπεριλαμβανομένων τῶν συμπληρωματικῶν κανονισμῶν ἐκμεταλλεύσεως ὡς καὶ περὶ τῶν ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν ἐπενεχθησομένων τροποποιήσεων αὐτῶν. Ἐπίσης, θὰ παρέχῃ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τῇ αἰτήσει Συμβαλλομένου Κράτους προτιθεμένου νὰ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας, λεπτομερεῖς πληροφορίας περὶ τῶν νόμων του, κανονισμῶν καὶ ἀπαιτήσεων περὶ πλωϊμότητος βάσει τῶν ὁποίων τοῦτο εἶχεν ἐκδόσει ἢ ἀναγνωρίσει τὴν ἰσχὺν πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος.

Ἄρθρον 8.

Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου κατεσκευάσθη ἀεροσκάφος καὶ ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξάγεται εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος τὸ ὁποῖον ἐν συνεχείᾳ χορηγεῖ εἰς τὸ ἀεροσκάφος τοῦτο ἐν ἰσχύϊ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2, θέλει:

α) ἀνακοινώσει πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη λεπτομερεῖς πληροφορίας ἐπὶ τῶν ὑποχρεωτικῶν τροποποιήσεων καὶ ἐπιθεωρήσεων αἵτινες δυνατὸν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἀπαιτηθῶσι διὰ τὸν τύπον τοῦ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφους, καὶ

β) παρέχει, κατόπιν αἰτήσεως, εἰς πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, πληροφορίας καὶ συμβουλὰς περί:

ι) τῶν ὅρων ὑφ' οὓς ἀρχικῶς ἐξεδόθη τὸ πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος διὰ τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος καὶ

ιι) πάσης οὐσιώδους ἐπισκευῆς μὴ δυναμένης νὰ γίνῃ τῇ βοηθείᾳ τῶν σχεδίων ἐπισκευῶν τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὸ Ἐγχειρίδιον συντηρήσεως τοῦ τύπου τούτου ἀεροσκαφῶν ἢ διὰ τῆς συναρμολογήσεως τῶν τμημάτων τῶν ἀνταλλακτικῶν.

Ἄρθρον 9.

Ἡ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν (τῶν διατάξεων) τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀκολουθητέα διαδικασία δύναται ν' ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεων μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν ἐπιφορτισμένων παρ' ἑκάστῳ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν μὲ τὴν ἔκδοσιν καὶ ἀναγνώρισιν τῆς ἰσχύος τῶν πιστοποιητικῶν πλωϊμότητος. Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ ἀπόφασις Συμβαλλομένου Κράτους ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῶν ἰδίων αὐτοῦ νόμων, κανονισμῶν καὶ ἀπαιτήσεων περὶ πλωϊμότητος, θὰ εἶναι τελικὴ καὶ θὰ δεσμεύῃ τὰ ἕτερα Συμβαλλόμενα Κράτη.

Ἄρθρον 10.

1) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Κρατῶν - Μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

2) Θέλει ἐπικυρωθῇ ὑπὸ τῶν ὑπογραφάντων Κρατῶν.

3) Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Ὀργανισμῷ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ἄρθρον 11.

1) Εὐθὺς ὡς δύο ἐκ τῶν ὑπογραφάντων Κρατῶν ἤθελον καταθέσει τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεώς των τῆς παρούσης Συμφωνίας, αὕτη θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ αὐτῶν, ἀπὸ τῆς τριακοστῆς ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ δευτέρου ὀργάνου ἐπικυρώσεως. Θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, δι' ἕκαστον Κράτος ὅπερ καταθέτει τὸ ὄργανόν του ἐπικυρώσεως μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, τριάκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ τοιούτου ὀργάνου.

2) Εὐθὺς ὡς ἡ παροῦσα Συμφωνία τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δέον ὅπως καταχωρισθῇ παρὰ τοῖς Ἡνωμένοις Ἔθνεσι ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ἄρθρον 12.

1) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει παραμείνει ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ἐπὶ ἓξ μῆνας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος της. Μετὰ ταῦτα, θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς προσχώρησιν μὴ ὑπογραψάντων Κρατῶν - Μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας. Μετὰ δύο ἔτη ἀπὸ τῆς ἀρχικῆς ἰσχύος της, θὰ εἶναι ἀνοικτὴ ἐπίσης πρὸς προσχώρησιν Κρατῶν - Μελῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἅτινα δὲν εἶναι μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

2) Ἡ προσχώρησις Κράτους πραγματοποιεῖται διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου ἐπικυρώσεως παρὰ τῷ Ὀργανισμῷ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως.

Ἄρθρον 13.

1) Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν δι' ἐγγράφου ἀνακοινώσεως πρὸς τὸν Πρόεδρον τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ πρὸς τὸν Ὀργανισμὸν Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

2) Ἡ ἰσχὺς τῆς καταγγελίας ἄρχεται ἀπὸ τῆς τριακοστῆς ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ἀνακοινώσεως τῆς καταγγελίας, ἀλλὰ μόνον ὡς πρὸς τὸ καταγγέλλον Κράτος, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι:

α) αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ συνεχίσουν ἰσχύουσαι ἐπὶ πέντε ἔτη ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἰσχύος τῆς καταγγελείας ὡς πρὸς ἀεροσκάφος διὰ τὸ ὁποῖον ἀνεγνωρίσθη ἡ ἰσχὺς ἢ ἐξεδόθη πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας.

β) αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 1 ἕως 7 καὶ 9 θὰ συνεχίσουν ἰσχύουσαι ἐπὶ δύο ἔτη ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἰσχύος τῆς καταγγελίας ὡς πρὸς ἀεροσκάφος διὰ τὸ ὁποῖον ὑπεβλήθη αἴτησις πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης διὰ τὴν ἀναγνώρισιν ἢ ἔκδοσιν πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 14.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας θὰ γνωστοποιῇ πρὸς τὸν Πρόεδρον καὶ ἅπαντα τὰ Κράτη - Μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ πρὸς οἱονδήποτε προσχωρῆσαν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Κράτος:

α) τὴν κατάθεσιν ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτης, ἐντὸς δέκα πέντε ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως, καὶ

β) τὴν λῆψιν πάσης γνωστοποιήσεως καταγγελίας καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτης, ἐντὸς δέκα πέντε ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως.

2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας θὰ γνωστοποιῇ ἐπίσης πρὸς τὸν Πρόεδρον καὶ τὰ Κράτη - Μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφώνως τῇ παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 11.

Ἄρθρον 15.

1) Διὰ νὰ εἶναι ἀποδεκτὴ αἴτησις περὶ συγκλήσεως συσκέψεως τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν πρὸς ἐξέτασιν προτάσεως περὶ πιθανῶν τροποποιήσεως τῆς Συμφωνίας δέον ὅπως αὕτη ἀπευθύνηται πρὸς τὸν Ὀργανισμὸν Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἐκ μέρους τοὐλάχιστον τῶν εἴκοσι πέντε τοῖς ἑκατὸν (25ο)ο τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ τοὐλάχιστον δώδεκα μηνῶν μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ὁ Ὀργανισμὸς Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἐν συνεννοήσει μετὰ τοῦ Προέδρου τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἐπιτροπῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας θέλει συγκαλέσῃ τὴν σύσκεψιν γνωστοποιῶν τοῦτο εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη τοὐλάχιστον τρεῖς μῆνας ἐνωρίτερον.

2) Πᾶσα προτεινομένη τροποποίησις τῆς Συμφωνίας δέον νὰ ἐγκριθῇ κατὰ τὴν ἐν λόγῳ σύσκεψιν ὑπὸ τῆς πλειονότητος ἁπάντων τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, ἀπαιτουμένης τῆς παρουσίας τῶν δύο τρίτων τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν διὰ τὴν ὕπαρξιν ἀπαρτίας πρὸς ἔναρξιν τῶν ἐργασιῶν τῆς συσκέψεως

3) Ἡ τροποποίησις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς τὰ ἐπικυρώσαντα ταύτην Κράτη μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν ὑπὸ τοῦ καθορισθησομένου ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ συσκέψεως ἀριθμοῦ Κρατῶν ἢ

ἀπὸ τῆς ὑπὸ τῆς αὐτῆς συσκέψεως, καθορισθησομένης ἡμερομηνίας.

Ἄρθρον 16.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἐφαρμόζεται δι' ὅλα τὰ μητροπολιτικὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος δύναται, κατὰ τὸν χρόνον καταθέσεως τοῦ ὀργάνου του ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, νὰ καθορίσῃ διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη ἅτινα δέον νὰ θεωροῦνται ὡς μητροπολιτικὰ ἐδάφη διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις, τὴν εἰκοστὴν δευτέραν ἡμέραν τοῦ μηνὸς Ἀπριλίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ ἑξηκοστοῦ ἔτους εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον εἰς τὴν γαλλικήν, ἀγγλικὴν καὶ ἱσπανικήν, καὶ τῶν τριῶν κειμένων ἐχόντων ἴσην αὐθεντικότητα.

Ἡ Συμφωνία αὕτη θέλει κατατεθῇ παρὰ τῷ Ὀργανισμῷ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας καὶ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ ἐν λόγῳ Ὀργανισμοῦ θέλει ἀποστείλει κεκυρωμένα ἀντίγραφα αὐτῆς πρὸς ἅπαντα τὰ Κράτη - Μέλη.

Αὐστρία, Βέλγιον, Δανία, Φινλανδία, Γαλλία, Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας, Νορβηγία, Πορτογαλλία, Ἱσπανία, Σουηδία, Ἑλλάς, Ἰσλανδία, Ἰρλανδία, Ἰταλία, Λουξεμβοῦργον, Ὁλλανδία, Ἑλβετία, Τουρκία, Ἡνωμένον Βασίλειον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ

Κατάλογος Ἐντύπων

Τὰ ἀπαιτηθησόμενα ἔντυπα συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας ἧς ἡ παροῦσα κατάστασις ἀποτελεῖ συνημμένον Παράρτημα, εἶναι τὰ ἀκόλουθα:

α) πιστοποιητικὸν πλωϊμότητος ἐκδοθὲν ἢ ἀνανεωθὲν ἢ ἀναγνωρισθὲν ἐντὸς περιόδου ἑξήκοντα ἡμερῶν ἀμέσως πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑποβολῆς συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2 τῆς Συμφωνίας.

β) τὸ ἐγχειρίδιον πτήσεως τοῦ ἀεροσκάφους, ἢ πᾶν ἕτερον ἔντυπον ἐπιτρεπόμενον δι' ὡρισμένην κατηγορίαν ἀεροσκαφῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἐμφαῖνον τὰ στοιχεῖα ὑπὸ τύπον ἐπιτρέποντα εἰς τὸ ἀεροσκάφος νὰ ἀνταποκρίνεται πρὸς τοὺς κανόνας ἐκμεταλλεύσεως, ὡς καὶ πρὸς πάντα περιορισμὸν ὁλοκληροῦντα τοὺς κανόνας τούτους, οἵτινες ἰσχύουν εἰς τὸ Κράτος παρὰ τῷ ὁποίῳ θὰ νηολογηθῇ τὸ ἀεροσκάφος, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Κράτος τοῦτο εἰδικῶς παραιτηθῇ τῆς ἀπαιτήσεως ταύτης.

γ) τὸ ἐγχειρίδιον συντηρήσεως ἀεροσκάφους συντεταγμένον κατὰ τρόπον παρέχοντα ἁπάσας τὰς ἀναγκαίας πληροφορίας περὶ τῆς διατηρήσεως τῆς πλωϊμότητος τοῦ ἀεροσκάφους.

δ) πίνακα βάρους ἐμφαίνοντα τὸ βεβαιωθὲν «βάρος κενὸν» τοῦ ἀεροσκάφους καὶ τὸ ἀντίστοιχον κέντρον βάρους, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ ἐπιτρεπόμενα ὅρια τῶν κέντρων βάρους. Τὸ «βάρος κενὸν» θὰ περιλαμβάνῃ τὸ βάρος τοῦ καθωρισμένου ἕρματος, τὰ μὴ χρησιμοποιούμενα καύσιμα, τὰ μὴ ἀποστραγγιζόμενα ἔλαια, τὸ συνολικὸν βάρος τοῦ ὑγροῦ τοῦ ὑδροψυκτικοῦ συστήματος καὶ τοῦ ὑγροῦ τοῦ ὑδραυλικοῦ συστήματος ὡς καὶ τὸ βάρος ἁπάντων τῶν παρελκομένων, ὀργάνων, ἐξοπλισμοῦ καὶ ἐξαρτημάτων (συμπεριλαμβανομένης τῆς συσκευῆς ἀσυρμάτου καὶ τοῦ καλύμματός του καὶ παντὸς ἑτέρου τμήματος θεωρουμένου ὡς μὴ μετακινητοῦ). Ὁ πίναξ βάρους θὰ περιλαμβάνῃ ἐπίσης κατάλογον παρελκομένων, ἐξοπλισμῶν, συσκευῶν καὶ ἑτέρων στοιχείων θεωρουμένων ὡς μετακινητῶν μετὰ πληροφοριῶν περὶ τοῦ οἰκείου βάρους των καὶ θέσεώς των ἐν σχέσει πρὸς τὸ κέντρον βάρους.

ε) ἔντυπα ἐπιθεωρήσεως καὶ συντηρήσεως τοῦ ἀεροσκάφους ἀναγκαιοῦντα πρὸς διαβεβαίωσιν τοῦ Κράτους παρὰ τῷ ὁποίῳ θέλει νηολογηθῇ τοῦτο, ὅτι τὸ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφος ἐκπληροῖ τοὺς ὅρους πλωϊμότητος τοῦ Κράτους τούτου.

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 537

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Β. Δ. 543) 1965 «περὶ εἰσιτηρίων, προαγωγικῶν καὶ ἀπολυτηρίων ἐξετάσεων εἰς τὰ σχολεῖα Γενικῆς Δευτεροβαθμίου (Μέσης) Ἐκπαιδεύσεως».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 12 τοῦ Ν. Δ. 4379)1964 «περὶ ὀργανώσεως καὶ διοικήσεως τῆς Γενικῆς (Στοιχειώδους καὶ Μέσης Ἐκπαιδεύσεως) ὡς καὶ γνώμην τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας περιλαμβανομένην εἰς τὴν ἀριθ. 495)1966 πρᾶξιν αὐτοῦ, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Εἰς τὸ ἄρθρον 2 τοῦ Β. Δ. 543)1965 «περὶ εἰσιτηρίων, προαγωγικῶν καὶ ἀπολυτηρίων ἐξετάσεων εἰς τὰ σχολεῖα Γενικῆς Δευτεροβαθμίου (Μέσης) Ἐκπαιδεύσεως» προστίθενται τρεῖς εἰσέτι παράγραφοι 7—9 ἔχουσαι ὡς ἀκολούθως:

7. Οἱ ἐξ ἰδιωτικῶν σχολείων προερχόμενοι μαθηταὶ δύνανται νὰ ὑποστοῦν τὴν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Δ)τος εἰσαγωγικὴν διὰ τὸ Λύκειον ἐξέτασίν των καὶ εἰς τὸ ἰδιωτικὸν Λύκειον τοῦ Γυμνασίου ἐκ τοῦ ὁποίου προέρχονται, ἐνώπιον ἐπιτροπῆς ἀποτελουμένης ἐξ ἑνὸς φιλολόγου καὶ ἑνὸς μαθηματικοῦ ἢ φυσικοῦ ἐκ τῶν ὑπηρετούντων εἰς δημόσια σχολεῖα δευτεροβαθμίου (μέσης) ἐκπαιδεύσεως καὶ μὴ διδασκόντων ἢ ὁπωσδήποτε ἀποσχολουμένων εἰς τὸ ἰδιωτικὸν τοῦτο σχολεῖον καὶ ἐξ ἑνὸς φιλολόγου καὶ ἑνὸς μαθηματικοῦ ἢ φυσικοῦ ἐκ τῶν νομίμως διωρισμένων εἰς τὸ αὐτὸ ἰδιωτικὸν σχολεῖον, ἐπιλεγομένων ἁπάντων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Ἐπιθεωρητοῦ Μέσης Ἐκπαιδεύσεως εἰς τὴν περιφέρειαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται τὸ ἰδιωτικὸν σχολεῖον καὶ ὁριζομένων δι' ἀποφάσεώς του, κοινοποιουμένης καὶ εἰς τὸ Ὑπουργεῖον (Δ)νσιν Ἰδιωτικῆς Ἐκπαιδεύσεως).

Τῆς ὡς ἄνω ἐξεταστικῆς ἐπιτροπῆς προΐσταται ὁ ἐκ τῶν ὁριζομένων δημοσίων ἐκπαιδευτικῶν λειτουργῶν κατὰ βαθμὸν ἀνώτερος, ἐπὶ ὁμοιοβάθμων δὲ ὁ ἀρχαιότερος.

8. Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ ὑποστοῦν τὰς διὰ τὸ Λύκειον εἰσιτηρίους ἐξετάσεις των εἰς τὰ ἰδιωτικὰ σχολεῖα, κατὰ τὰ ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ 7 ὁριζόμενα, ὑποβάλλουν τὰ ὑπὸ τῆς παραγράφου 6 προβλεπόμενα δικαιολογητικὰ στοιχεῖα συμμετοχῆς των εἰς τὰς εἰσαγωγικὰς τοῦ Λυκεου ἐξετάσεις εἰς τὸν οἰκεῖον διευθυντὴν τοῦ ἰδιωτικοῦ Λυκείου, ὅστις πρὸ τῆς διενεργείας τῶν ἐξετάσεων, συγκαλεῖ τὴν κατὰ τὰ ὡς ἄνω ἐξεταστικὴν ἐπιτροπὴν πρὸς ἔλεγχον τῶν ὑποβληθέντων δικαιολογητικῶν, συντασσομένου πρὸς τοῦτο πρακτικοῦ.

9. Οἱ ἐνώπιον τῶν ἰδιωτικῶν σχολείων ὑφιστάμενοι τὰς εἰσιτηρίους διὰ τὸ Λύκειον ἐξετάσεις μαθηταί, ἐφ' ὅσον ἐπιτύχουν, δύνανται νὰ ἐγγραφοῦν εἰς τὸ αὐτὸ ἢ ἄλλο ἰδιωτικὸν ἢ δημόσιον Λύκειον.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργὸν ἀναθέτομεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Ἰουνίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΣΤ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ

(3)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 538

Περὶ ἄρσεως τῆς ἀναδασώσεως ἐξ ἐκτάσεως 2.500 μ2 ἐν θέσει «Καλλιθέα — Λαγκάδι» Αἰγίου.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 150 τοῦ Νόμου 4173)29 «Περὶ Δασικοῦ Κώδικος» καὶ πρότασιν τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ στηριζομένην εἰς τὴν ἀπὸ 28.2.1966 σύμφωνον γνωμοδότησιν τῆς Φιλοδασικῆς Ἐπιτροπῆς Αἰγίου καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 3)21.10.1965 ὁμοίαν τοῦ Τεχνικοῦ Συμβουλίου Δασῶν Νομοῦ Ἀχαΐας, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον

Αἴρομεν τὴν ὑφισταμένην πρᾶξιν ἀναδασώσεως ἐξ ἐκτάσεως δύο χιλιάδων πεντακοσίων (2.500) τετραγωνικῶν μέτρων, ἐν θέσει «Καλλιθέα — Λαγκάδι» περιοχῆς Αἰγίου, σημειουμένης διὰ τῶν στοιχείων α—β—γ—δ—α εἰς τὸ ἀπὸ Μαρτίου 1965 διάγραμμα ὑπὸ Κλίμακα 1 : 2.000, προσηρτημένου τῷ παρόντι, δεόντως τεθεωρημένου ὑπὸ τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Ἰουνίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΚΩΣΤΗΣ

---

(4)

Εἰς τὸ δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 74 Τ. Α' τῆς 31.3.1966 φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως παραχωρητήριον Β. Διάταγμα Μεταλλείου ὑπ' ἀριθ. 276 τῆς 18.3.1966 ἐπιφέρονται αἱ κάτωθι διορθώσεις λόγῳ ἐσφαλμένης δημοσιεύσεως:

Ὑπ' ἀριθ. 276 Β.Δ. «περὶ ὁριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου βωξίτου ἐν τῷ Ν. Βοιωτίας εἰς τοὺς Παν. Μπενάκην, Παναγ. Γκρέκον κλπ.» 1) Παράγραφος 3η ἀντὶ τοῦ ἐσφαλμένως δημοσιευθέντος «τὴν ὑπ' ἀριθ. 20342)7.7.1965 προκήρυξιν» εἰς τὸ ὀρθὸν «τὴν ὑπ' ἀριθ. 20542)7.7.1965 προκήρυξιν». 2) Παράγραφος 3 ἀντὶ τοῦ ἐσφαλμένως δημοσιευθέντος «παραχωροῦμεν εἰς τοὺς α) Παναγιώτην Σ. Μπενάκην» εἰς τὸ ὀρθὸν «παραχωροῦμεν εἰς τοὺς α) Παναγιώτην Ι. Μπενάκην».

Ὁ Διευθυντὴς
Ν. ΠΕΤΡΑΚΑΚΗΣ

---

(5)

Εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 256 ἀπὸ 18 Μαρτίου 1966 Β. Διάταγμα «περὶ ὁριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου σιδήρου καὶ νικελίου ἐν τῷ Νομῷ Φθιώτιδος εἰς τὸν Νικ. Παναγόπουλον», δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 69 τεῦχος Α' τῆς 26.3.1966 φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως ἐπιφέρεται ἡ κάτωθι διόρθωσις λόγῳ ἐσφαλμένης δημοσιεύσεως. Παράγραφος 4η περίοδος δευτέρα, στίχος 9ος ἀντὶ τοῦ ἐσφαλμένως δημοσιευθέντος «ἡ ὑπ' ἀριθ. 15344)23.7.1952 ἄδεια μεταλλευτικῶν ἐρευνῶν» εἰς τὸ ὀρθὸν «ἡ ὑπ' ἀριθ. 15544)23.7.1952 ἄδεια μεταλλευτικῶν ἐρευνῶν».

Ὁ Διευθυντὴς
Ν. ΠΕΤΡΑΚΑΚΗΣ

---

(6)

Εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 296 ἀπὸ 21 Μαρτίου 1966 Β. Διάταγμα «περὶ ὁριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου σιδηρομαγγανίου ἐν τῷ Νομῷ Φθιώτιδος εἰς τοὺς Κ. Βιολιτζῆν, Δ. Μπουζάνην, Μιχ. Βαρλᾶν» δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 84 τεῦχος Α' τῆς 14.4.1966 φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως ἐπιφέρεται ἡ κάτωθι διόρθωσις λόγῳ ἐσφαλμένης δημοσιεύσεως:

Παράγραφος 2α ἀντὶ τοῦ ἐσφαλμένως δημοσιευθέντος «2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 35424)2.9.1965 προκήρυξιν» εἰς τὸ ὀρθὸν «2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 35444)2.9.1965 προκήρυξιν».

Ὁ Διευθυντὴς
Ν. ΠΕΤΡΑΚΑΚΗΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1966 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φυλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

		Δραχ.
1	Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	400
2.	» » » Β'	» 350
3.	» » » Γ'	» 300
4.	» » » Δ'	» 500
5.	» » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	» 300
6.	» » Παράρτημα	» 200
7.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κλπ.	» 750
8	» » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	» 200
9.	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὸ Δελτία	» 2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

		Δραχ.
1.	Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	20.—
2.	» » » Β'	» 17,50
3.	» » » Γ'	» 15.—
4.	» » » Δ'	» 25.—
5.	» » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	» 15.—
6.	» » Παράρτημα	» 10.—
7.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 37.50
8.	» » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας.	» 10.—
9.	» » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	» 125.—

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ.' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

		Δραχ.
1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	200
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	» 5.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 1.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωσταποιήσεων.	» 500
5	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	» 100
6	Τῶν σολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 2.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	» 500
8.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	» 300
9.	Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	» 2.000
10.	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	Δραχ. 1.000
11.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

		Δραχ.
1.	Τῶν καταστατικῶν	500
2.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν....	» 200
3.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	» 100
4.	Τῶν ἰσολογισμῶν	» 500
5.	Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	» 500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' τεῦχος καὶ Παράρτημα

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	» 200
2.	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων...	» 500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178(48)5321)31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται δι' ἑκάστων ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ